

F. 92 — 817

31 DECEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant les règles suivant lesquelles est déterminée l'expérience utile ou professionnelle visée à l'article 6, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 novembre 1991 portant certaines dispositions statutaires applicables aux agents exerçant les attributions de conseiller ou de directeur de l'aide à la jeunesse et de conseiller adjoint ou de directeur adjoint de l'aide à la jeunesse en exécution du titre V du décret du 4 mars 1991, relatif à l'aide à la jeunesse

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 novembre 1991 portant certaines dispositions statutaires applicables aux agents exerçant les attributions de conseiller ou de directeur de l'aide à la jeunesse et de conseiller adjoint ou de directeur adjoint de l'aide à la jeunesse en exécution du titre V du décret du 4 mars 1991, relatif à l'Aide à la Jeunesse, notamment l'article 6;

Vu l'avis du Conseil de direction;

Vu le protocole n° 89 du Comité de secteur XVII conclu le 30 septembre 1991;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 et notamment l'article 3, § 1^{er}, tel que modifié;

Vu l'urgence spécialement motivée par le fait que les emplois des fonctions spécialisées de l'Aide à la Jeunesse ont été créés par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1991 modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 octobre 1991 fixant la structure et le cadre du personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française, Ministère de la Culture et des Affaires sociales, que les règles relatives au recrutement à ces emplois ont été déterminées par un arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 novembre 1991, qu'il convient dès lors d'en adopter sans délai les mesures d'exécution afin de lancer les procédures de recrutement des membres du personnel qui devront exercer les attributions de conseiller ou de directeur de l'Aide à la Jeunesse et de conseiller adjoint ou de directeur adjoint de l'Aide à la Jeunesse, et ce, de manière à assurer la mise en œuvre la plus rapide possible du décret du 4 mars 1991 relatif à l'Aide à la Jeunesse,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° le décret : le décret du 4 mars 1991, relatif à l'Aide à la Jeunesse;
- 2° l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 novembre 1991 :

l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 novembre 1991 portant certaines dispositions statutaires applicables aux agents exerçant les attributions de conseiller ou de directeur de l'Aide à la Jeunesse et de conseiller adjoint ou de directeur adjoint de l'Aide à la Jeunesse en exécution du titre V du décret du 4 mars 1991, relatif à l'Aide à la Jeunesse;

3° le Ministre : le Ministre-Membre de l'Exécutif de la Communauté française qui a le personnel du Ministère de la Culture et des Affaires sociales dans ses attributions;

4° le fonctionnaire général dirigeant l'administration compétente au sens de l'article 35 du décret : le fonctionnaire général des Services de l'Exécutif de la Communauté française — Ministère de la Culture et des Affaires sociales, qui a l'Aide à la Jeunesse dans ses attributions.

Art. 2. L'expérience utile visée à l'article 6, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 novembre 1991 est constituée par les activités à temps plein dans les secteurs suivants :

1° les services agréés dans le cadre de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 7 décembre 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse :

- Service résidentiel;
- Service de placement familial;
- Centre d'Orientation Educative (COE);
- Service organisant des prestations éducative ou philanthropique (SPEP);
- Service de protutelle;

2° les services agréés dans le cadre de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 21 décembre 1989 fixant les conditions auxquelles les subsides peuvent être octroyés aux organismes collaborant à la protection de la jeunesse : les services d'action en milieu ouvert ou les services d'aide en milieu ouvert;

3° les services agréés dans le cadre de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 juin 1990 déterminant les conditions particulières d'agrément et de subventions pour la création de centres d'accueil d'urgence au sein des services résidentiels : les centres d'accueil d'urgence.

En ce qui concerne les secteurs visés aux 1° à 3° inclus, l'expérience utile est prouvée par une attestation établie par le pouvoir organisateur du service, où le candidat a exercé des activités;

4° le groupe des institutions publiques de protection de la jeunesse, à régimes ouvert et fermé, de la Communauté française :

- Institution publique de protection de la jeunesse de Fraipont;
- Institution publique de protection de la jeunesse de Jumet;
- Institution publique de protection de la jeunesse de Wauthier-Braine;
- Institution publique de protection de la jeunesse de Braine-le-Château;
- Institution publique de protection de la jeunesse de Saint-Servais.

5° l'administration centrale de la Direction d'administration de la protection de la jeunesse;

6° le service des inspecteurs chargés d'inspecter les placements et les établissements (Ministère de la Justice) ou le service d'inspection (services extérieurs) dans la Direction d'administration de la protection de la jeunesse ou de la Direction d'administration de l'aide à la jeunesse;

7° les services sociaux auprès des comités de protection de la jeunesse ou le service de l'aide à la jeunesse, en ce compris l'exercice complémentaire de la fonction de délégué bénévole pendant une durée maximale de deux ans;

8° les services sociaux auprès des tribunaux de la jeunesse ou le service de protection judiciaire, en ce compris l'exercice complémentaire de la fonction de délégué bénévole pendant une durée maximale de deux ans;

9° le centre public d'information, de formation et de perfectionnement du secteur de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse.

En ce qui concerne les secteurs visés aux 4° à 9° inclus, l'expérience utile est prouvée par une attestation signée par le fonctionnaire général dirigeant de la Direction d'administration du personnel du Ministère de la Culture et des Affaires sociales ou, s'il échet, par le fonctionnaire général dirigeant l'administration compétente au sens de l'article 35 du décret;

10° les institutions agréées dans le cadre du fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés qui accueillent les enfants du secteur de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, placés soit par décision d'un tribunal de la jeunesse, soit d'un comité de la protection de la jeunesse, soit d'un conseiller de l'aide à la jeunesse ou d'un directeur de l'aide à la jeunesse;

11° les maisons maternelles et les pouponnières agréées par l'O.N.E. qui accueillent les enfants du secteur de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, soit placés par un tribunal de la jeunesse, soit placés par un comité de protection de la jeunesse, soit par un conseiller de l'aide à la jeunesse ou un directeur de l'aide à la jeunesse;

En ce qui concerne les secteurs visés aux 10° et 11°, l'expérience utile est prouvée par une attestation signée par le responsable des institutions, des maisons maternelles ou pouponnières, où le candidat a exercé des activités;

12° les services agréés dans le cadre de l'arrêté royal du 20 mars 1975 relatif à l'agrément des services de santé mentale et à l'octroi de subventions en leur faveur dont le candidat peut fournir la preuve d'une collaboration avec un tribunal de la jeunesse ou avec un comité de protection de la jeunesse, avec un conseiller de l'aide à la jeunesse ou un directeur de l'aide à la jeunesse, notamment par la rédaction de rapports médico-psychologiques;

13° les équipes pluridisciplinaires, spécialisées dans le dépistage et le traitement des enfants victimes de mauvais traitements, de privations ou de graves négligences, agréées par l'O.N.E. dans le cadre du décret du 29 avril 1985 relatif à la protection des enfants maltraités dont le candidat peut fournir la preuve d'une collaboration avec un tribunal de la jeunesse ou avec un comité de protection de la jeunesse, avec un conseiller de l'aide à la jeunesse ou un directeur de l'aide à la jeunesse;

En ce qui concerne les secteurs visés aux 12° et 13°, l'expérience utile est prouvée par une attestation établie par le responsable des services et des équipes pluridisciplinaires au sein desquels le candidat a exercé des activités; la preuve de la collaboration avec le tribunal de la jeunesse ou le comité de protection de la jeunesse peut consister en une attestation émanant respectivement du greffier du tribunal et du président du comité;

14° l'enseignement universitaire ou non universitaire qui s'adresse aux futurs criminologues, assistants sociaux, éducateurs A1 ou psycho-pédagogues.

En ce qui concerne le secteur visé au 14°, l'expérience utile est prouvée par une attestation établie par le pouvoir organisateur dont relève l'université ou l'établissement concerné;

15° le tribunal de la jeunesse : juges de la jeunesse ou membres du parquet de la jeunesse.

En ce qui concerne le secteur visé au 15°, l'expérience utile est prouvée pour les juges de la jeunesse, par une copie de leur arrêté de nomination certifiée conforme par l'administration de la justice, et pour les membres du parquet de la jeunesse, par une attestation émanant du procureur du Roi;

16° le barreau, lorsque le candidat peut fournir la preuve d'actions régulières et constantes auprès du tribunal de la jeunesse dans le secteur de la protection de la jeunesse.

En ce qui concerne le secteur visé au 16°, l'expérience utile est prouvée par une attestation sur l'honneur établie par le candidat.

Art. 3. L'expérience professionnelle visée à l'article 6 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 novembre 1991 est prouvée comme suit :

— En ce qui concerne l'article 6, § 1^{er}, 7, 2^o, a), alinéa 2 et 4^o, a), alinéa 2, par une attestation signée par le responsable de l'organisme au sein duquel le candidat a exercé les fonctions dirigeantes requises et établissant la durée exacte de ces fonctions;

— En ce qui concerne l'article 6, § 1^{er}, 7, 2^o, a), alinéa 3 et 4^o, a), alinéa 3, par une attestation établie par le fonctionnaire général dirigeant la Direction d'administration du personnel du Ministère de la Culture et des Affaires sociales.

Art. 4. Le respect des conditions prévues à l'article 6, § 1^{er}, 7, 2^o, b), et 4^o, b), de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 novembre 1991 est prouvée par une attestation établie par le responsable de l'association et, en outre, par une attestation établie par le fonctionnaire général dirigeant l'administration compétente au sens de l'article 35 du décret.

Art. 5. Le Ministre décide si les prestations reprises à l'article 2 contribuent à assurer la formation en rapport avec la fonction à conférer sur avis de la Commission visée à l'article 7 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 novembre 1991.

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 29 novembre 1991.

Bruxelles, le 31 décembre 1991.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre-Président,

V. FEAUX

VERTALING

N. 92 — 817

[C — 29128]

31 DECEMBER 1991. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de regels voor de bepaling van de nuttige ervaring of de beroepservaring waarvan sprake in artikel 6 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 29 november 1991 houdende sommige statutaire bepalingen toepasselijk op de personeelsleden die de bevoegdheden van adviseur of van directeur bij de hulpverlening aan de jeugd en van adjunct-adviseur of adjunct-directeur bij de hulpverlening aan de jeugd uitoefenen ter uitvoering van titel V van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 29 november 1991 houdende sommige statutaire bepalingen toepasselijk op de personeelsleden die de bevoegdheden van adviseur of van directeur bij de hulpverlening aan de jeugd en van adjunct-adviseur of adjunct-directeur bij de hulpverlening aan de jeugd uitoefenen ter uitvoering van titel V van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op het advies van de Directieraad;

Gelet op het protocol nr. 69 van het sectorcomité XVII, gesloten op 30 september 1991;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, zoals gewijzigd;

Overwegende dat er een bijzonder dringende noodzakelijkheid bestaat omdat de betrekkingen van de gespecialiseerde ambten van de hulpverlening aan de jeugd bepaald werden in het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 16 december 1991 tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 15 oktober 1991 tot vaststelling van de structuur en de personeelsformatie van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken, omdat de regels inzake aanwerving voor deze betrekkingen vastgelegd werden in een besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 29 november 1991, omdat de maatregelen tot uitvoering ervan bijgevolg zonder verwijl dienen te worden getroffen ten einde te kunnen beginnen met de procedures voor werving van de personeelsleden die de bevoegdheden van adviseur of directeur voor de hulpverlening aan de jeugd en van adjunct-adviseur of adjunct-directeur voor de hulpverlening aan de jeugd zullen moeten uitoefenen, en dit met het oog op de snelst mogelijke toepassing van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° het decreet : het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

2° het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 29 november 1991 : het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 29 november 1991 houdende sommige statutaire bepalingen toepasselijk op de personeelsleden die de bevoegdheden van adviseur of van directeur bij de hulpverlening aan de jeugd en van adjunct-adviseur of adjunct-directeur bij de hulpverlening aan de jeugd uitoefenen ter uitvoering van titel V van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

3° de Minister : De Minister-Lid van de Executieve van de Franse Gemeenschap, tot wiens bevoegdheid het personeel van het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken behoort;

4° de ambtenaar-generaal die de leiding heeft van het bestuur bevoegd in de zin van artikel 35 van het decreet : de ambtenaar-generaal van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken, tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort.

Art. 2. De nuttige ervaring bedoeld in artikel 6 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 29 november 1991 bestaat uit voltijdse activiteiten in de hierna vermelde sectoren :

1° de diensten erkend in het kader van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 7 december 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming :

— residentiële dienst;

— dienst voor plaatsing in gezinnen;

— centrum voor opvoedkundige voorlichting (Centre d'Orientation Educative — COE);

— dienst die opvoedingsverstrekkingen of filantropische verstrekkingen organiseren (Service organisant des prestations éducatives ou philanthropiques — SPEP);

— dienst voor vervangende voogdij;

2° de diensten erkend in het kader van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 21 december 1989 houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder toelagen kunnen worden verleend aan instellingen die aan de jeugdbescherming medewerken : de diensten voor actievoering in open milieu en de diensten voor hulpverlening in open milieu;

3° de diensten erkend in het kader van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 26 juni 1990 tot bepaling van de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van de toelagen voor de oprichting van centra voor dringende opvang binnen de residentiële diensten : de centra voor dringende opvang.

Wat de sectoren bedoeld in 1° tot 3° inbegrepen betreft, wordt de nuttige ervaring bewezen aan de hand van een attest opgemaakt door de inrichtende macht van de dienst waarbij de kandidaat zijn activiteiten verricht heeft;

4° de groep overheidsinstellingen voor jeugdbescherming, met gesloten en open regimes, van de Franse Gemeenschap :

— de overheidsinstelling voor jeugdbescherming van Fraipont,

— de overheidsinstelling voor jeugdbescherming van Jumet,

— de overheidsinstelling voor jeugdbescherming van Woutersbrakel,

— de overheidsinstelling voor jeugdbescherming van Kasteelbrakel

— de overheidsinstelling voor jeugdbescherming van Saint-Servais;

5° het hoofdbestuur van de bestuursdirectie voor jeugdbescherming;

6° de dienst van inspecteurs belast met de inspectie van de plaatsingen en de inrichtingen (Ministerie van Justitie) of de inspectiedienst (buitendiensten) in de bestuursdirectie voor jeugdbescherming of in de bestuursdirectie voor hulpverlening aan de jeugd;

7° de sociale diensten bij de jeugdbeschermingscomités of de dienst voor hulpverlening aan de jeugd, met inbegrip van het bijkomend uitoefenen van het ambt van vrijwillige afgevaardigde gedurende een maximale periode van twee jaar;

8° de sociale diensten bij de jeugdrechtbanken of de dienst voor gerechtelijke bescherming, met inbegrip van het bijkomend uitoefenen van het ambt van vrijwillige afgevaardigde gedurende een maximale periode van twee jaar;

9° het openbaar centrum voor informatie, vorming en vervolmaking van de sector hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming.

Wat de sectoren bedoeld in 4° tot 9° inbegrepen betreft, wordt de nuttige ervaring bewezen aan de hand van een attest ondertekend door de ambtenaar-generaal die de leiding heeft van de bestuursdirectie van het personeel van het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken of, desgevallend, door de ambtenaar-generaal die de leiding heeft van het bevoegd bestuur in de zin van artikel 35 van het decreet;

10° de instellingen erkend in het kader van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten, die kinderen opvangen van de sector hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, geplaatst ten gevolge van een beslissing ofwel van een jeugdrechtbank, ofwel van een jeugdbeschermingscomité, ofwel van een adviseur bij de hulpverlening aan de jeugd of van een directeur bij de hulpverlening aan de jeugd;

11° de moedertehuizen en kinderdag- en nachtverblijven erkend door de «O.N.E.», die kinderen opvangen van de sector hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, geplaatst ofwel door een jeugdbeschermingscomité, ofwel door een adviseur bij de hulpverlening aan de jeugd of door een directeur bij de hulpverlening aan de jeugd.

Wat de sectoren bedoeld in 10° en 11° betreft, wordt de nuttige ervaring bewezen aan de hand van een attest ondertekend door de verantwoordelijke voor die instellingen, moedertehuizen en kinderdag- en nachtverblijven, waar de kandidaat gewerkt heeft;

12° de diensten erkend in het kader van het koninklijk besluit van 20 maart 1975 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg, waarvoor de kandidaat een bewijs van medewerking met een jeugdrechtbank of met een jeugdbeschermingscomité, met een adviseur bij de hulpverlening aan de jeugd of een directeur bij de hulpverlening aan de jeugd kan voorleggen, inzonderheid door het opstellen van medisch-psychologische verslagen;

13° de pluridisciplinaire ploegen, gespecialiseerd in het opsporen en de behandeling van kinderen die het slachtoffer zijn van slechte behandelingen, van ontberingen of van ernstige nalatigheid, erkend door de «O.N.E.» in het kader van het decreet van 29 april 1985 betreffende de bescherming van mishandelde kinderen, waarvoor de kandidaat een bewijs van medewerking met een jeugdrechtbank of met een jeugdbeschermingscomité, met een adviseur bij de hulpverlening aan de jeugd of een directeur bij de hulpverlening aan de jeugd kan voorleggen.

Wat de sectoren bedoeld in 12° en 13° betreft, wordt de nuttige ervaring bewezen aan de hand van een attest opgemaakt door de verantwoordelijke voor de pluridisciplinaire diensten of ploegen waarvoor de kandidaat gewerkt heeft; het bewijs van medewerking met de jeugdrechtbank of met het jeugdbeschermingscomité kan bestaan in een attest dat respectievelijk opgemaakt wordt door de griffier van de rechtbank en de voorzitter van het comité;

14° het universitair of niet-universitair onderwijs voor de kandidaat-criminologen, de kandidaat-maatschappelijk assistenten, de kandidaat-opvoeders A1 of de kandidaat-psycho-pedagogen.

Wat de sector bedoeld in 14° betreft, wordt de nuttige ervaring bewezen aan de hand van een attest opgemaakt door de inrichtende macht waaronder de universiteit of de betrokken instelling ressorteert;

15° de jeugdrechtbank : jeugdrechters of leden van het jeugdparquet.

Wat de sector bedoeld in 15° betreft, wordt de nuttige ervaring bewezen, voor de jeugdrechters, aan de hand van een door het bestuur van justitie voor eensluidend verklaard afschrift van hun benoemingsbesluit, en, voor de leden van het jeugdparquet, aan de hand van een attest van de Procureur des Konings;

16° de Balie, wanneer de kandidaat kan bewijzen dat hij bij de jeugdrechtbank regelmatig en permanent vorderingen heeft ingesteld in de sector jeugdbescherming.

Wat de sector bedoeld in 16° betreft, wordt de nuttige ervaring bewezen door een attest op erewoord opgemaakt door de kandidaat.

Art. 3. De beroepservaring waarvan sprake in artikel 6 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 29 november 1991 wordt bewezen als volgt :

— wat artikel 6, § 1, 7, 2°, a, lid 2, en 4°, a, lid 2, betreft, door een attest ondertekend door de verantwoordelijke van de instelling waarvoor de kandidaat de vereiste leidende functies heeft uitgeoefend, met vermelding van de exacte duur van deze functies;

— wat artikel 6, § 1, 7, 2°, a, lid 3, en 4°, a), lid 3, betreft, door een attest opgemaakt door de ambtenaar-generaal die de leiding heeft van de bestuursdirectie van het personeel van het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.

Art. 4. De naleving van de in artikel 6, § 1, 7, 2° b, en 4° b, van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 29 november 1991 bedoelde voorwaarden wordt bewezen aan de hand van een attest opgemaakt door de ambtenaar-generaal die de leiding heeft van het bevoegd bestuur in de zin van artikel 35 van het decreet.

Art. 5. De Minister beslist of de verstrekkingen vermeld in artikel 1 bijdragen tot de vorming in verband met het ambt dat toegekend moet worden op advies van de Commissie bedoeld in artikel 7 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 29 november 1991.

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 29 november 1991.

Brussel, 31 december 1991.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter,

V. FEAUX